

# Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 20 au 26 juin 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

## Relation Mexique / Etats-Unis

**Le Président D. Trump s'est dit ouvert à des ajustements mineurs dans l'accord commercial entre les États-Unis, le Mexique et le Canada (USMCA), afin de convaincre les Démocrates du Congrès.** Les préoccupations de ces derniers concernent la mise en application de la réforme mexicaine du travail, le renforcement des règles environnementales, la protection des droits des travailleurs et la diminution de la période d'exclusivité sur les données des brevets de médicaments biologiques. Le Sénat mexicain ayant déjà ratifié l'accord le 19 juin dernier, ces changements ne pourront se concrétiser que par des lettres parallèles à l'accord ou par des engagements de modification législative des 3 pays.

## Economie

**L'Indicateur Global de l'Activité Economique (IGAE) a augmenté de 0,1% au mois d'avril par rapport au mois précédent (0,3% g.a.), après avoir chuté de 0,5% en mars.** Les activités primaires et tertiaires ont respectivement perdu 2,6% g.m. (+1,9% g.a.) et 0,3% g.m. (+0,5% g.a.), tandis que le secteur secondaire a crû de 1,5% g.m. (-0,4% g.a.) au cours du quatrième mois de l'année. J.P. Morgan abaisse ses projections de croissance pour le T2 2019 à 0,9% suite à la croissance « décevante » de l'activité en avril.

**Les analystes du secteur financier ont ramené leurs prévisions de croissance pour l'économie mexicaine cette année à 1,2%, contre 1,3% en mai, selon l'enquête Citibanamex.** Il s'agit de la troisième réduction du pronostic de croissance en 3 mois, soit des prévisions de plus en plus éloignées de celle du Gouvernement qui est de 2,0%.

**Barclays revoit à la baisse ses prévisions de croissance du Mexique pour 2019, de 1,2% à 0,5% et de 2% à 1,5% pour l'année 2020.** Barclays motive cette révision à la baisse par un ralentissement de la croissance mondiale, mais aussi par des facteurs locaux. Barclays met en avant les impacts sur le secteur privé du manque de clarté en matière de politique d'infrastructures et d'énergie, le ralentissement de la création d'emplois, la réduction des dépenses publiques, la baisse de la demande extérieure et le manque de solutions concernant la dette de PEMEX.

**Le Directoire de la Banque centrale du Mexique (Banxico) a maintenu son taux d'intérêt directeur à 8,25% ce jeudi 27 juin,** malgré le vote en faveur d'une réduction de 25 points de base de l'un de ses 5 membres. Selon le communiqué de Banxico, cette décision prend en compte les défis auxquels l'économie fait face pour maintenir une inflation faible et stable. Le Directoire explique également qu'il maintiendra une politique monétaire prudente et sera particulièrement attentif à l'environnement d'incertitudes liées aux taux de change.

**L'inflation sur la 1<sup>ère</sup> quinzaine du mois de juin atteint 4,00%, et entre ainsi dans l'intervalle de la Banque centrale (3 ± 1% g.a.).** L'inflation sous-jacente accélère toutefois à 3,87% g.a (3,78 % précédemment), tandis que l'inflation non sous-jacente ralentit fortement à 4,34% (5,15% g.a. précédemment). Certains économistes s'inquiètent de l'accélération de l'inflation sous-jacente.

**Sur la 1<sup>ère</sup> quinzaine de juin, l'avocat s'est vendu 45% plus cher que l'an dernier, soit la hausse de prix la plus importante depuis presque 2 ans.** Il s'agit de la 6<sup>ème</sup> quinzaine consécutive de hausse du prix de l'avocat, qui s'est vendu en moyenne à 4,2 USD/kg (80 MXN/kg) dans la Ville de Mexico : entre mars et juin, son prix a augmenté de 20% à l'échelle nationale. Sur cette première quinzaine de juin, l'avocat a été le 5<sup>ème</sup> facteur ayant le plus influencé l'inflation. Les vols de camions d'avocats se multiplient dernièrement.

**Le taux de chômage au Mexique atteint 3,5 % en mai, soit un niveau supérieur à mai 2018 (3,2 %) mais très proche du niveau enregistré en avril dernier (3,4 %).** L'informalité reste stable, à 56,1 %.

**Au mois de mai, la production de pétrole de PEMEX a diminué de 10% (g.a) et s'élève maintenant à 1,66 millions de barils par jours,** soit son niveau le plus bas depuis 40 ans. Cela représente une baisse de 12 000 barils par rapport à avril (-0,71%) et le troisième mois consécutif de baisse de la production. Par ailleurs, au mois d'avril, la production privée de pétrole a atteint 32 200 barils par jour, soit 15 fois plus qu'il y a trois ans lorsque les premières opérations privées ont démarré, selon la Commission Nationale d'Hydrocarbures (CNH).

**La frontière nord enregistre une hausse de sa production manufacturière (+5,7% en taux annuel réel) alors que celle de la région Bajío connaît une baisse au cours des quatre premiers mois 2019 (-4,8% en taux annuel réel).** Ce bon résultat de la frontière nord serait dû aux incitations fiscales mises en œuvre et au soutien aux activités

manufacturières mis en place par l'administration, selon José Luis de la Cruz Gallegos, directeur de l'Institut pour le Développement Industriel et la Croissance Economique. En effet, les Etats du nord connaissent une forte croissance : la Basse Californie (hausse de 17,7% de la production manufacturière), Coahuila (+7,2%), Nuevo León (+5,1%), Chihuahua (+3,6%), Sonora (+3,2%).

**Le commerce de détail a crû de 1,6 % g.a. en avril. Le commerce de gros perd quant à lui 3,5 % g.a.**

**La balance commerciale mexicaine a connu un excédent de 1,03 Md USD en mai, porté par la croissance des exportations (41,82 Mds USD, +6,7% g.a.).** Les importations sur le mois ont représenté 40,79 Mds USD, (+0,1% g.a.). Il s'agit de la meilleure performance de l'année pour les exportations. Sur les 5 premiers mois de l'année, la balance commerciale enregistre un excédent de 584 M USD, alors qu'elle enregistrait un déficit de 3,6 Mds USD sur la même période en 2018.

**Le Mexique occupe la 4<sup>ème</sup> place du classement de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) des pays émergents qui favorisent le commerce mondial.** Avec 2,3% du total des exportations mondiales, le Mexique se place derrière la Chine (12,8%), la Corée du Sud (3,1%) et Hong Kong (2,9%). C'est d'ailleurs le seul pays non-asiatique dans le top 10.

**Le Centre d'études monétaires latino-américaines (Cemla) prévoit des flux de *remesas* à hauteur de 39 Mds USD en 2019, soit une hausse de 16% par rapport aux transferts reçus par les mexicains en 2018 (33,5 Mds USD).** Les anticipations face aux risques de renvois de migrants face au durcissement des mesures anti-migratoires aux Etats-Unis et d'une dépréciation du peso face au dollar sont les raisons de cette croissance du flux de *remesas*, selon le directeur du Cemla, Jesus Cervantes.

**Le nombre de crédits traditionnels octroyés par l'Institut du fonds national du logement des travailleurs (Infonavit), dédiés aux personnes dont les revenus mensuels sont inférieurs à 350 USD (6 680 MXN), ont chuté de 47% (g.a.) sur les 5 premiers mois de l'année.** Seulement 24 400 crédits de ce type ont été octroyés de janvier à mai 2019, contre 46 100 sur la même période en 2018. La reconfiguration du programme de subventions du gouvernement, qui aidaient les travailleurs à avoir accès à ce type de financement explique en partie cette chute : seulement 8% des crédits accordés pour cette tranche salariale ont bénéficié d'un appui fédéral en 2019 contre 44% sur la période en 2018.

### **Finances publiques**

**Afin de lutter contre les surcoûts des médicaments, le Ministère des Finances a décidé de séparer les processus d'achat et de distribution des médicaments, qui font désormais l'objet de deux appels d'offres différents. Le Ministère des Finances espère ainsi économiser jusqu'à 30% sur l'achat de médicaments.** Auparavant, le Gouvernement négociait le prix des médicaments avec les laboratoires, prix qui incluait une marge pour engager un distributeur spécialisé. Selon le Ministère des Finances, ces distributeurs se mettaient d'accord pour bénéficier de marges de près de 35% alors qu'elles représentent entre 5% et 7% à l'échelle internationale.

**La chef de l'administration fiscale mexicaine (SAT), Margarita Ríos Farjat, a indiqué que les services de la SAT avaient identifié 8 200 entreprises fantômes génératrices de fausses factures. Cette pratique générerait un manque à gagner fiscal annuel de 18,5 Mds USD (354,4 Mds MXN), soit 1,4 % du PIB.** Le total des montants concernés par la fraude auraient été multipliés par 30 depuis 2014, atteignant aujourd'hui 83,4 Mds USD (1 600 Mds MXN), selon Mme Ríos-Farjat.

### **Entreprises et grands contrats**

**PEMEX renonce à investir dans le forage en eaux profondes.** Au moins jusqu'en 2024, l'entreprise pétrolière concentrera ses efforts sur le forage en terre ferme et en eaux peu profondes et sur l'amélioration de leurs rendements. Le directeur des finances de PEMEX a annoncé que le budget d'exploration et de production de l'entreprise serait de 11 Mds USD (211 Mds MXN) pour 2019, soit une hausse de 38% par rapport à 2018, et augmenterait encore de 18% pour atteindre 13 Mds USD (250 Mds MXN) en 2020.

**Le Président Andrés Manuel Lopez Obrador a annoncé que le gouvernement fédéral investira 3,36 Mds USD (65 Mds MXN) dans la construction du Train Maya, soit 43% du coût total du projet.** Cette somme se diviserait en 2,08 Mds USD (40 Mds MXN) pour le Quintana Roo et 1,31 Md USD (25 Mds MXN) pour le Yucatan.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 26/06/2019
Bourse (IPC)	+1,0%	-6,6%	43 792 points
Taux de change USD/Peso	+0,6%	-4,6%	19,13 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+1,8%	-6,9%	21,74 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+8,7%	-8,6%	61,16 USD

## AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

**Le Gouvernement mexicain débloque 30 M USD pour le Salvador dans le cadre du vaste Plan intégral de développement pour l'Amérique centrale**, a annoncé le Ministre des Affaires étrangères, Marcelo Ebrard, suite à sa rencontre avec le président salvadorien Nayib Bukele. Ce financement sera investi pour un programme similaire au programme mexicain « Sembrando Vida » qui consiste à la réhabilitation des terres déboisées. D'autres fonds viendront ensuite s'ajouter, pour un total prévu de 100 M USD au profit du Salvador. Le Guatemala et le Honduras ont pour l'heure refusé d'adhérer au « Plan intégral de développement », estimant ne pas avoir été consultés et que leurs intérêts n'étaient pas assez pris en considération.

## Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

**La Banque centrale du Costa Rica a décidé de réduire le taux directeur de 25 points de base le 19 juin dernier pour le ramener à 4,50%**, faisant notamment valoir le faible taux d'activité économique. Il s'agit de la troisième réduction opérée par la Banque centrale depuis le début de l'année.

**De janvier à mai 2019, les exportations de biens costariciens s'élèvent à 4,74 Mds USD, soit une baisse marginale de 0,17% par rapport à la même période de 2018 (-8 M USD)**. Le manque de croissance des exportations s'explique principalement par la chute des ventes des entreprises hors zone franche, principalement des produits agricoles qui ont enregistré une baisse de 16% (g.a.) de leurs exportations (-222 M USD).

**Au total, 78 exonérations de taxe sur les ventes pourraient être abrogées le 1<sup>er</sup> juillet prochain, avec l'entrée en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée**. La liste fournie par le Trésor comprend des exonérations de taxes sur l'agriculture, le tourisme, les véhicules électriques, les trains électriques, les universités d'État, les infrastructures éducatives et les œuvres de bienfaisance, entre autres.

## Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

**Le Ministère des Finances du Guatemala a émis des bons du Trésor en monnaie locale pour un montant équivalent à 19 M USD, à un taux de 6,6% pour une maturité de 20 ans**. A ce jour, 2,244 Mds USD d'obligations souveraines ont été émises sur l'exercice fiscal 2019 par le Gouvernement guatémaltèque qui prévoit l'émission supplémentaire de 136 M USD pour le reste de l'année.

**Le groupe pétrolier français Perenco remporte l'appel d'offres international du Ministère de l'Energie et des Mines (MEM), portant sur une concession pour 25 ans de l'exploitation de l'oléoduc reliant le champ pétrolier de Xan (Petén) au terminal portuaire de Santo Tomas, assurée depuis des années par Perenco**. L'entreprise française a été la seule à présenter une offre. Cet oléoduc, d'environ 400 km, constitue un actif stratégique pour l'Etat en termes de retombées financières (2,1 Mds USD). Selon le MEM, plus de 2,2 millions de barils de pétrole auraient transité par cet oléoduc en 2018.

**La Banque interaméricaine de développement (BID) octroie un prêt de 100 M USD au Guatemala pour la fourniture de services de santé et la construction d'hôpitaux dans les départements de Huehuetenango et San Marcos, l'objectif étant de réduire la mortalité maternelle et infantile**. En attente d'approbation par le Congrès, ce prêt aura notamment pour objectifs d'augmenter la couverture des soins prénatals de 34,72% à 50%. D'après le Ministère de la Santé, le taux de mortalité maternelle au Guatemala en 2018 a été de 52 décès pour 100 000 naissances. Ce prêt viendrait en complément d'un autre prêt de la BID du même montant destiné au projet *Crecer Sano*, lequel a été approuvé par le Congrès en février 2019.

**Le PIB a enregistré une croissance de 3,5% (g.a.) au T1 2019.** Cela représente une croissance de 0,4% par rapport au T4 2018 qui a principalement été tirée par l'intermédiation financière (0,5 pp), suivie de l'industrie manufacturière (0,2 pp) et le secteur du transport et du stockage (0,1 pp). La croissance a néanmoins été atténuée par le comportement négatif de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie et de la pêche et de la construction (-0,2 pp chacun).

**Selon la dernière enquête de la Banque centrale, les analystes prévoient un taux de croissance de 3,6% pour 2019 et 3,9% pour 2020.** Ces prévisions sont restées inchangées par rapport à l'enquête précédente du mois d'avril.

**Après plus de 40 jours de manifestations et de pillages, des hommes d'affaires honduriens signalent que près de 50 entreprises ont été touchées et que plusieurs magasins ont déjà été fermés.** Les rapports préliminaires de la Chambre de commerce et d'industrie de Tegucigalpa (CCIT) établissent que les entreprises les plus touchées sont les chaînes de supermarchés, les magasins d'appareils électroménagers, les restaurants à service rapide et les microentreprises spécialisées dans la vente de vêtements et de chaussures.

**Au cours des cinq premiers mois de l'année, le pays a reçu 2,35 Mds USD de remesas, un montant supérieur de 9,6% à celui observé sur la même période en 2018.** 80% des envois proviennent des États-Unis, où vivent plus d'un million de Honduriens, tandis que 8% proviennent d'Espagne.

**Le secteur des maquiladoras (textile et câblage électrique particulièrement) a généré 2 Mds USD de recettes d'exportation au premier semestre 2019, soit 4,2% de plus qu'en 2018.** Elles devraient dépasser les 4 Mds USD d'ici la fin de l'année. Les entreprises du secteur emploient plus de 136 000 personnes. Les États-Unis demeurent le premier client du Honduras.

**Les tours opérateurs s'attendent à une diminution de 95% (g.a.) de leurs ventes entre mai et juillet.** La crise sociopolitique qui sévit depuis plus d'un an a notamment conduit les agences de voyages à éliminer le Nicaragua de leur portefeuille de destinations touristiques.

**Selon des estimations de la Fondation nicaraguayenne pour le développement économique et social (Funides), la proportion des liquidités des banques par rapport au total de leurs dépôts est passé de 31,76% en mars 2018 à 46,73% en mai 2019.** Cette baisse révèle la détérioration de la confiance depuis le début de la crise, qui provoque notamment une baisse importante des crédits.

**Le Ministère nicaraguayen de l'énergie et des mines et la société espagnole EPR Solar (de capital israélien) signent un mémorandum d'entente pour la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 100 MW,** qui nécessitera l'installation de plus de 170 000 panneaux solaires. Elle viendra en complément des 4 autres centrales solaires du genre au Nicaragua situées à La Trinidad (1,5 MW), à Solaris (12 MW), à San Juan de Nicaragua (300 kW) et à Corn Island (2,5 MW). Les travaux devraient débuter d'ici la fin de l'année. Le Nicaragua, qui figure parmi les derniers pays à avoir signé l'Accord de Paris sur le climat (en juin 2017), estimant tout d'abord que celui-ci n'était pas assez ambitieux, est qualifié de "paradis" des énergies renouvelables par la Banque Mondiale. D'après le Ministre de l'énergie et des mines, le mix énergétique du Nicaragua est aujourd'hui composé entre 65% et 70% d'énergie propre, contre 25% en 2007.

**Le Panama a de nouveau été inscrit sur la liste grise du GAFI, dont il était sorti en février 2016.** Cette liste indique les pays à surveiller dans le processus de mise en œuvre des mesures visant à prévenir le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le secteur privé panaméen regrette que les efforts et les résultats obtenus en la matière, notamment l'approbation par l'Assemblée nationale d'un projet de loi criminalisant l'évasion fiscale, n'aient pas été reconnus.

**L'indice mensuel d'activité économique (IMAE) a augmenté de 3,29% (g.a.) entre janvier et avril.** Les secteurs des transports, du stockage et les communications, de l'intermédiation financière, de l'électricité et de l'eau, de l'administration publique et de la construction ont tiré cette croissance.

**Les IDE ont atteint 1,648 Md USD au premier trimestre, soit 18% de plus qu'à la même période l'an dernier (+254 M USD).**

**La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a exprimé son intérêt de participer au financement du 4<sup>ème</sup> pont sur le Canal de Panama.** La BID avait participé à l'étude de faisabilité du pont. Javier Rodriguez de Colmenares, chef de la division infrastructure et énergie de la BID Invest, a précisé que leur soutien se réaliserait au travers du modèle de financement qu'utilisent l'entreprise nationale des autoroutes (ENA) et le Gouvernement. Selon J. Rodriguez, la BID pourrait apporter un financement allant jusqu'à 40% du coût total du projet.

**La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a accordé un prêt de 200 M USD au Gouvernement salvadorien qui servira à financer le budget public**, notamment le paiement des retraites, la subvention de l'électricité et l'augmentation des salaires de la police et des enseignants. Ce prêt ne signifie pas une nouvelle dette pour le pays, mais plutôt un changement de financement, qui avait été originellement prévu via l'émission de titres. D'une maturité de 20 ans, le prêt disposera d'une période de grâce de 5,5 ans et d'un taux d'intérêt basé sur le Libor.

**Après 12 années de batailles juridiques, la banque Davivienda (Bancosol) est condamnée par la Cour Suprême à payer 49,3 M USD de dommages et intérêts au caféiculteur José Antonio Salaverría.** Ce dernier est le propriétaire de l'Ingenio Salaverría, le plus grand producteur et exportateur de café du pays (13 000 employés). Ce conflit juridique remonte à juillet 2007, lorsque l'institution bancaire aurait, selon le producteur de café, violé un accord de consortium conclu entre l'Ingenio Salaverría et deux autres banques (Cuscatlán et Banco Hipotecario) en suspendant les versements d'un prêt de 3 M USD. A cette époque, la banque portait encore le nom de Banco Salvadoreño.

**Après plus de 10 ans de présence dans le pays, Grupo Elektra a annoncé la vente totale des actifs de Banco Azteca El Salvador au groupe local Perinversiones, holding de Grupo Salume.** Selon le communiqué de Grupo Elektra, Banco Azteca El Salvador a permis depuis 10 ans de fournir avec succès des services financiers à des secteurs hors de portée du système bancaire traditionnel. En dehors du Mexique, Banco Azteca n'est plus présente qu'au Panama, au Guatemala, au Honduras et au Pérou.

## CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

### Bahamas

2017 – PIB : 11,6 Mds USD | Pop : 395 000 hbts

**Selon le Ministre des Finances des Bahamas, le pays respecte désormais l'intégralité des engagements pris par le pays auprès de l'Union Européenne afin de réduire le risque que le pays soit à nouveau placé sur liste noire.** Le Gouvernement indique être en phase de préparation dans le cadre des futures évaluations par les pairs prévues par l'Union Européenne.

### Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

**La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe Banque mondiale, s'est engagée à hauteur de 2,5 M USD dans une structure de partage des risques avec la Sogesol, une institution de microfinance, pour financer le secteur agroalimentaire haïtien.** La SOGESOL devrait fournir 500 crédits d'ici à 2023. Il s'agit du premier programme de garantie de prêts de l'IFC dans la région.

### Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

**Les importations jamaïcaines ont crû de 13,1% g.a. au T1. Les exportations ont, quant-à-elles, crû de 5% g.a. sur la même période.** Les exportations atteignent 1,66 Md USD au T1 2019, principalement attribuable à la croissance des importations de carburants (+20% g.a.), de machines/transports et de biens alimentaires. Les exportations ont représenté 450,1 M USD : les exportations de minerais ont crû de 5,5% g.a. (257,1 M USD), et les exportations manufacturières de 34,5 % g.a. (12,7 M USD).

**Les États-Unis ont représenté 47,6% des importations de la Jamaïque au T1 2019, en croissance de 32% à 790 M USD.** Les exportations vers les États-Unis représentaient 64 % du total (163,6 M USD, +11,7%).

**Le bureau du FMI en Jamaïque restera ouvert, comme précédemment planifié dans le cadre de la fin du programme FMI, en septembre prochain.** Le représentant du FMI en Jamaïque a indiqué que le bureau restera ouvert 2 années supplémentaires, mettant en avant selon lui la force des liens entre le FMI et les autorités jamaïcaines.

**La bourse de Jamaïque (JSE) a mis en avant ses bonnes performances financières, indiquant que tous les indicateurs sont à la hausse en 2018.** Le revenu net a augmenté de 73%, le bénéfice net a augmenté de 87 %, le bénéfice par action est passé de 0,31 cents à 0,59 cents (+90 %), et le cours du *tracker* JSE a crû de 47 %, passant de 7,00 JMD en 2017 à 10,26 JMD en 2018.

## République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

**L'OCDE lance une étude de 15 mois sur le développement économique de la République dominicaine.** Le Directeur Amérique latine et Caraïbes du Centre de développement de l'OCDE était en mission le 24 juin en République dominicaine pour présenter le lancement d'une étude multidimensionnelle avec un financement de l'Union européenne. Cette étude abordera l'ensemble des dimensions de la croissance dominicaine et présentera des recommandations pour

parvenir à une croissance plus inclusive. La République dominicaine connaît en effet le rythme de croissance le plus élevé d'Amérique latine (environ 6% de croissance moyenne sur les 10 dernières années, comme le Panama) mais ses indicateurs sociaux restent globalement insuffisants et ne s'améliorent que lentement. Il s'agit de la 12<sup>ème</sup> étude de ce type réalisée par l'OCDE et la 6<sup>ème</sup> en Amérique latine.

**Des paiements secrets de 39 M USD pour la méga-centrale à charbon de Punta Catalina effectués par l'entreprise brésilienne Odebrecht ont été découverts** par le Consortium International des Journalistes d'Investigation (ICIJ).

**L'Union Européenne et le Ministre des Affaires étrangères ont indiqué leur volonté d'approfondir leur coopération sur les thématiques d'intérêts communs** dans le cadre du séminaire « perspectives des relations entre la République dominicaine et l'Union Européenne dans le contexte régional » organisé le 18 juin dernier.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.